

**GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE**  
**DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE**  
**(Personne publique)**

---

**Direction Terminaux, Performances et Finance**  
**Mission Informatique et Développement Numérique**  
**(Suivi des Prestations)**

---

**Fourniture de services et de produits météorologiques**

---

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES**  
**(C.C.P.)**

# SOMMAIRE

<b>1</b>	<b>DESCRIPTION GENERALE DU MARCHE.....</b>	<b>5</b>
1.1	OBJET DU MARCHE PUBLIC.....	5
1.2	Représentant du titulaire .....	5
1.3	RESPONSABILITE SUR LE PROJET.....	6
1.3.1	<i>Personne Publique .....</i>	<i>6</i>
1.3.2	<i>Suivi de prestations.....</i>	<i>6</i>
1.3.3	<i>Conduite des prestations.....</i>	<i>6</i>
1.4	Forme des notifications et informations – bons de commande - ordres de service – marchés subséquent.....	6
1.4.1	<i>Forme des notifications et informations .....</i>	<i>6</i>
1.4.2	<i>Ordres de service .....</i>	<i>6</i>
1.4.3	<i>Commandes.....</i>	<i>7</i>
1.5	Tranches et Lots .....	7
1.6	Secret professionnel et obligation de discrétion .....	7
1.7	Conduite des prestations.....	7
<b>2</b>	<b>PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE PUBLIC .....</b>	<b>8</b>
2.1	DOCUMENTS CONTRACTUELS .....	8
a)	<i>Pièces particulières .....</i>	<i>8</i>
b)	<i>Pièces générales .....</i>	<i>8</i>
2.2	DOCUMENTS NON-CONTRACTUELS OPPOSABLES AU SEUL TITULAIRE.....	8
<b>3</b>	<b>PRIX ET REGLEMENT .....</b>	<b>8</b>
3.1	Répartition des paiements :.....	8
3.2	Tranche(s) optionnelle(s).....	8
3.3	Contenu des prix et règlement des comptes .....	8
3.3.1	<i>Contenu des prix du marché public.....</i>	<i>9</i>
3.3.2	<i>Prestations gratuites ou non gratuites .....</i>	<i>9</i>
3.3.3	<i>Modalités de règlement des comptes.....</i>	<i>9</i>
3.3.4	<i>Autres commandes : .....</i>	<i>9</i>
3.3.4.1	Prestations non prévues au marché public : .....	9
3.3.4.2	Commandes hors marché public : .....	9
3.4	VARIATION DANS LES PRIX .....	9
3.4.1	<i>Variation dans les prix .....</i>	<i>9</i>
3.4.2	<i>Mois d'établissement des prix du marché.....</i>	<i>10</i>
3.4.3	<i>Actualisation/Révision – choix de l'Index / de la formule paramétrique .....</i>	<i>10</i>
3.4.4	<i>Modalités de variation des prix.....</i>	<i>10</i>
3.4.5	<i>Révision ou actualisation provisoire .....</i>	<i>10</i>
3.4.6	<i>Application de la taxe à la valeur ajoutée.....</i>	<i>10</i>
3.5	Paiement des co-traitants et des sous-traitants .....	10

3.5.1	<i>Désignation de sous-traitants en cours de marché</i>	10
3.5.2	<i>Modalités de paiement direct</i>	11
3.6	Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes	12
3.7	Délai de paiement	12
4	<b>DUREE DU MARCHÉ PUBLIC - DELAI D'EXECUTION DUREE DU MARCHÉ PUBLIC</b>	13
4.1	Durée du marché public – Délai d'exécution	13
4.1.1	<i>Durée du marché public</i>	13
4.1.2	<i>Délais d'exécution</i>	13
4.2	Prolongation du délai d'exécution	13
4.3	Pénalités pour retard - Primes d'avance	14
4.4	PENALITES	14
4.4.1	<i>Pénalité pour retard</i>	14
4.4.2	<i>Retenue pour non-restitution de carte d'accès</i>	14
4.4.3	<i>Pénalité pour travail dissimulé</i>	14
4.5	Défaut d'exécution des prestations	15
4.5.1	<i>Impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande</i>	15
4.5.2	<i>Substitution au titulaire</i>	15
4.5.3	<i>Prestations non conformes</i>	15
5	<b>CLAUDE DE FINANCEMENT ET DE SURETE</b>	15
5.1	Retenue de garantie	15
5.2	Avance	15
6	<b>DROIT – LANGUE – FACTURATION DE LA TVA</b>	16
6.1	Droit	16
6.2	Langue	16
6.3	Facturation de la TVA	16
7	<b>EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	16
7.1	PERIMETRE DES PRESTATIONS	16
7.2	Modalités de transmission des informations	21
7.3	Assistance technique	22
7.4	MODALITES D'EXECUTION	22
7.5	DOCUMENTS ET PRODUITS FOURNIS PAR HAROPA PORT AU TITULAIRE	22
8	<b>CONSTATATION DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS</b>	23
8.1	Opérations de vérifications	23
8.2	Déroulement des opérations de vérification	23
8.3	Décisions après vérification	23
8.4	Admission, ajournement, réfaction et rejet	23
9	<b>ATTESTATION D'ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE</b>	23

9.1	Responsabilité.....	23
9.2	Assurances .....	24
10	<b>POLITIQUE SURETE DE HAROPA PORT   LE HAVRE .....</b>	<b>25</b>
10.1	Objectifs de la politique sureté.....	25
10.2	Contenu de la politique sureté .....	25
10.3	Exigences de sureté au titre du présent marché public .....	27
11	<b>BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE .....</b>	<b>28</b>
12	<b>RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE .....</b>	<b>28</b>
13	<b>RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE .....</b>	<b>29</b>
13.1	Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.....	29
13.2	Obligations du titulaire.....	29
13.3	Obligations d'information .....	30
13.4	Mesures coercitives.....	30
14	<b>CLAUSES DE RÉEXAMEN .....</b>	<b>30</b>
15	<b>REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES .....</b>	<b>31</b>
15.1	Obligation d'alerte préalable .....	31
15.2	Mémoire en réclamation .....	32
15.3	Procédure contentieuse .....	32
16	<b>RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL .....</b>	<b>32</b>
17	<b>ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E.</b>	<b>33</b>
18	<b>DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX.....</b>	<b>33</b>

## **1 DESCRIPTION GENERALE DU MARCHE**

Aux fins de faciliter les contacts et les remises ou transmissions de tous documents relatifs au déroulement des prestations faisant l'objet du marché public et notamment les ordres de service/les bons de commande l'Entrepreneur désignera à l'acte d'engagement, une personne habilitée par lui à recevoir ces documents, en qualité de représentant du titulaire.

### **1.1 OBJET DU MARCHE PUBLIC**

Le présent marché a pour objet la fourniture de services et de produits météorologiques pour les capitaineries de HAROPA PORT | Le Havre et HAROPA PORT | Rouen.

Il convient de préciser que ce marché concerne deux capitaineries situées sur l'axe Seine : l'une au Havre et l'autre à Rouen. Les officiers de port s'appuient quotidiennement sur des données météorologiques précises, telles que la pluviométrie, la vitesse et les rafales de vent, ainsi que le brouillard, pour gérer efficacement les escales des navires.

Les prestations attendues comprennent notamment :

- La production de bulletins côtiers et de bulletins météo spéciaux (BMS),
- L'élaboration de bulletins spécifiques pour le port d'Antifer (évaluation de la houle h1/3 dans le chenal d'accès et aux appontements),
- Les informations météo flash,
- La production de données climatiques et de bulletins de prévisions sous forme de tableau,
- Un récapitulatif mensuel des DJU (Degrés Jours Unifiés),
- La mise à disposition d'un site internet dédié ainsi qu'un contact avec un analyste météo,
- Produits d'animation (imagerie radar et satellite).

La description des prestations et leurs spécifications techniques sont indiquées à l'article 8 du présent Cahier des Clauses Particulières.

### **1.2 Représentant du titulaire**

Aux fins de faciliter les contacts et les remises ou transmissions de tous documents relatifs au déroulement des prestations faisant l'objet du marché public et notamment les ordres de service/les bons de commandes, l'entrepreneur (autrement dénommé « titulaire » ou « groupement » ou « Entrepreneur » dans les pièces relatives au présent marché public) désigne à l'acte d'engagement, une personne habilitée par lui à recevoir ces documents, en qualité de représentant du titulaire.

### **1.3 RESPONSABILITE SUR LE PROJET**

Les responsabilités s'exerçant sur le projet sont les suivantes :

#### ***1.3.1 Personne Publique***

La Personne Publique pour laquelle le marché est conclu est le grand port fluvio-maritime de l'axe Seine, représenté par le Directeur général délégué en charge de la Direction territoriale du Havre (HAROPA PORT | Le Havre), représentant le Pouvoir Adjudicateur. Il est autrement dénommé « acheteur » dans les pièces constitutives particulières et générales du marché public.

#### ***1.3.2 Suivi de prestations***

Le suivi des prestations sera assuré par la Direction des Terminaux, Performances et Finance de HAROPA PORT | Le Havre, représentée par la Mission Informatique et de Développement Numérique (IDN), sous réserve de changement ultérieur par décision de la Personne Publique.

#### ***1.3.3 Conduite des prestations***

**Le présent marché est conclu avec le titulaire compte tenu des compétences et des références de l'analyste météo et de son remplacement le cas échéant, désignés à l'article 2 de l'acte d'engagement et dans le mémoire technique.**

### **1.4 Forme des notifications et informations – bons de commande - ordres de service – marchés subséquent**

#### ***1.4.1 Forme des notifications et informations***

Par dérogations à l'article 3.1.1 du CCAG applicable au présent marché public, les décisions, observations ou informations sont émis par la personne en charge du suivi des prestations. Ils sont adressés au titulaire soit par remise en main propre soit par courrier avec accusé de réception soit par mail uniquement. Le titulaire renvoie immédiatement à la personne en charge du suivi des prestations un accusé de réception permettant de constater la date à laquelle il l'a reçu.

Par dérogations à l'article 3.1.1 applicable au présent marché public, cette notification peut être faite uniquement en main propre ou à l'adresse postale des parties ou adresse mail mentionnées dans les pièces particulières du marché ou, à défaut, à leur siège social, sauf si ces documents leur font obligation de domicile en un autre lieu.

En cas de groupement, la notification se fait au mandataire pour l'ensemble du groupement.

#### ***1.4.2 Ordres de service***

Sans objet

### 1.4.3 Commandes

Les bons de commande, émis au titre du présent marché public et signés du Responsable de mission ou de son représentant, préciseront la nature et l'étendue des prestations à exécuter, ainsi que leur délai d'exécution, comme il est précisé à l'article 4.2 ci-après.

En complément de l'article 3.7.1 du CCAG applicable au présent marché public, les bons de commande seront notifiés par la personne en charge du suivi des prestations au titulaire du marché public par un courriel mentionné dans les pièces particulières du marché.

Par dérogation de l'article 3.7.2 du CCAG applicable au présent marché public, le titulaire du marché ne pourra pas formuler des observations sur les bons de commande qu'il reçoit de l'acheteur.

### 1.5 Tranches et Lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de découpage en lots.

### 1.6 Secret professionnel et obligation de discrétion

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de HAROPA PORT | Le Havre.

### 1.7 Conduite des prestations

Le présent marché est conclu avec le titulaire compte tenu des compétences et des références de l'équipe désignée à l'article 1.2 de l'acte d'engagement et dans le mémoire technique.

La bonne exécution des prestations dépendant essentiellement de l'équipe désigné(e) par le titulaire, si ces personnes n'étaient plus en mesure de remplir leur mission, ou si HAROPA PORT | Le Havre devait observer un défaut de qualité dans la mise en œuvre de la prestation, il serait fait application des dispositions suivantes :

- Le titulaire est tenu d'en aviser sans délai l'acheteur et prendre toutes dispositions nécessaires afin d'assurer la poursuite des prestations,
- Le titulaire devra proposer un remplaçant et en communiquer les noms, titre ainsi que le curriculum vitæ à la personne responsable du marché, dans un délai de dix (10) jours ouvrés à compter de la date d'envoi de l'avis dont il est fait mention à l'alinéa précédent. Le remplaçant sera considéré comme accepté si HAROPA PORT | Le Havre ne le récuse pas dans un délai de dix (10) jours à compter de la réception de la communication mentionnée ci-avant, si HAROPA PORT | Le Havre récuse le remplaçant, le titulaire disposera de dix (10) jours ouvrés pour désigner un autre remplaçant et en informer la personne responsable du marché.

A défaut de désignation, ou si le deuxième remplaçant est récusé dans le délai de dix (10) jours indiqué ci-dessus, le marché sera résilié sans indemnité par la personne responsable du marché.

## **2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ PUBLIC**

### **2.1 DOCUMENTS CONTRACTUELS**

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG applicable au présent marché public, les pièces particulières et générales du marché public sont dans l'ordre de priorité décroissant en cas de contradiction entre elles :

#### ***a) Pièces particulières***

- L'Acte d'engagement (AE) ;
- Le Cahier des Clauses Particulières (CCP) ;
- Etat des prix forfaitaires (EPF) valant détail estimatif (à titre indicatif) ;
- Le mémoire technique ;

#### ***b) Pièces générales***

Les documents applicables sont ceux en vigueur au premier jour du mois d'établissement des prix, tel que ce mois est défini à l'article 4.1 du présent CCP.

Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicable aux marchés publics de techniques de l'information et de la communication (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 en vigueur le jour de l'approbation du présent marché public.

### **2.2 DOCUMENTS NON-CONTRACTUELS OPPOSABLES AU SEUL TITULAIRE**

Les bons de commande issus de l'exécution du présent marché public.

## **3 PRIX ET REGLEMENT**

### **3.1 Répartition des paiements :**

L'Acte d'Engagement, indique ce qui doit être réglé respectivement à l'Entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants, à l'Entrepreneur mandataire, ses co-traitants et leurs sous-traitants.

Les précisions données ci-après s'appliquent à l'ensemble des prix du marché public.

### **3.2 Tranche(s) optionnelle(s)**

Sans objet.

### **3.3 Contenu des prix et règlement des comptes**

Les précisions données ci-après s'appliquent à l'ensemble des prix du marché. Elles sont complétées par les dispositions particulières figurant éventuellement dans les libellés des prix de l'Etat des Prix Forfaitaires.



### **3.3.1 Contenu des prix du marché public**

Les prix tiennent compte de toutes les dépenses, charges et aléas résultant de l'exécution des prestations, y compris les frais généraux, impôts et taxes, marge pour risque et bénéfice. Ils comprennent, en outre, toutes les sujétions particulières relatives à la nature des prestations, à la situation des lieux et aux circonstances locales. Ils tiennent compte des dispositions spécifiques relatives à l'occupation temporaire du domaine.

### **3.3.2 Prestations gratuites ou non gratuites**

Sans objet.

### **3.3.3 Modalités de règlement des comptes**

Les comptes seront réglés après exécution des prestations relatives à chaque bon de commande émis conformément aux dispositions de l'article **Erreur ! Source du renvoi introuvable.** du présent CCP, sur présentation de factures faisant référence à la commande correspondante et sur la base des prix unitaires du bordereau des prix unitaires aux quantités réellement commandées et admises et/ou des prix forfaitaires de l'état des prix forfaitaires au prorata de l'avancement des prestations.

### **3.3.4 Autres commandes :**

#### **3.3.4.1 Prestations non prévues au marché public :**

Des prestations non prévues au présent marché public pourront être commandées dans la limite de 10% du montant maximum du marché public en cours. Dans ce cas le titulaire transmettra à HAROPA PORT | Le Havre un devis détaillé préalablement à la prestation. Dès approbation du devis par le représentant de HAROPA PORT | Le Havre, celui-ci fera parvenir au titulaire son accord.

#### **3.3.4.2 Commandes hors marché public :**

Le titulaire est informé que pour des besoins occasionnels de faible montant, l'acheteur se réserve le droit de s'adresser à un prestataire autre que le titulaire du marché public, pour autant que le montant cumulé de tels achats ne dépasse pas la somme 1% du montant maximum de la période de validité en cours, ni la somme de 10 000 euros HT.

## **3.4 VARIATION DANS LES PRIX**

Les répercussions sur les prix du marché public des variations des éléments constitutifs du coût des prestations sont réputées réglées par les stipulations ci-après :

### **3.4.1 Variation dans les prix**

Les prix sont fermes.

### **3.4.2 Mois d'établissement des prix du marché**

Les prix du présent marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois en cours lors de la remise de la dernière offre ; ce mois indiqué en page de garde de l'acte d'engagement est appelé "mois zéro".

### **3.4.3 Actualisation/Révision – choix de l'Index / de la formule paramétrique**

Le tarif public du titulaire, accepté dans les conditions fixées par l'article 3.4.4 ci-après, constitue l'élément de référence pour la révision des prix par ajustement.

### **3.4.4 Modalités de variation des prix**

L'actualisation est effectuée par application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_d - 3}{I_0}$$

dans laquelle  $I_0$  et  $I_d - 3$  sont les valeurs prises respectivement au mois zéro et au mois  $d - 3$  par l'index de référence  $I$  du marché, ou par les différents indices composant la formule  $F$  de référence du marché, sous réserve que le mois  $d$  du début du délai contractuel d'exécution des travaux soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

### **3.4.5 Révision ou actualisation provisoire**

En complément à l'article 10.2.1 du CCAG-FCS, lorsqu'une actualisation ou révision des prix devait être effectuée provisoirement en utilisant une valeur antérieure à celle qui doit être appliquée, il n'est procédé à aucune révision ou actualisation avant la révision ou actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier acompte suivant la parution de l'index, des indices ou des valeurs correspondantes.

### **3.4.6 Application de la taxe à la valeur ajoutée**

Les montants des acomptes et du solde sont calculés en appliquant les taux de T.V.A. en vigueur lors de l'établissement des factures par l'entreprise, sauf dispositions légales contraires précisées en accompagnement d'un changement de taux de TVA.

## **3.5 Paiement des co-traitants et des sous-traitants**

### **3.5.1 Désignation de sous-traitants en cours de marché**

Le titulaire indique en outre pour les sous-traitants à payer directement :

- Les renseignements mentionnés à l'article R.2193-3 du Code de la commande publique,
- Le compte à créditer,
- La personne habilitée à donner les renseignements prévus aux R.2191-59 à R.2191-62 du Code de la commande publique, à savoir l'acheteur ou le comptable assignataire des paiements.

Le remplacement d'un sous-traitant agréé lors de l'approbation du marché et dont le titulaire avait demandé la prise en compte pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques ou financières lors de sa candidature, ne pourra intervenir que si le sous-traitant pressenti dispose de capacités professionnelles, techniques ou financières équivalentes.

HAROPA PORT | Le Havre, personne publique, pourra refuser d'accepter le changement ultérieur d'un sous-traitant si ce changement est de nature à remettre en cause la bonne exécution des prestations correspondantes et en particulier si ce sous-traitant ne dispose pas des qualifications ou références requises en prestations correspondantes.

Le retrait ou le désistement d'un sous-traitant intervenant dans ces conditions pourra conduire à la résiliation du marché aux torts exclusifs du titulaire.

Il est rappelé que la clause de confidentialité s'applique aux sous-traitants proposés par le titulaire.

### **3.5.2 Modalités de paiement direct**

- Entrepreneur individuel ou société :

Conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, au titulaire et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par le titulaire dans son projet de décompte le plus proche.

- Entrepreneurs groupés solidaires :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut acceptation par celui-ci de la somme à payer éventuellement à chacun des titulaires solidaires, compte tenu des modalités de répartition des paiements prévues dans le marché.

- Entrepreneurs groupés conjoints :

La signature du projet de décompte par le mandataire vaut, pour chaque co-traitant, acceptation du montant d'acompte ou de solde à lui payer directement, déterminé à partir de la partie du décompte afférente à la part de prestations assignée à ce co-traitant suivant la répartition prévue à l'acte d'engagement.

Pour les sous-traitants d'un entrepreneur du groupement (solidaire ou conjoint), conformément aux dispositions des articles R.2193-11 à R.2193-16 du Code de la commande publique, le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom de l'acheteur, à l'entrepreneur co-traitant et à l'acheteur ; cette demande de paiement tient compte d'une éventuelle révision ou actualisation des prix prévus dans le contrat de sous-traitance et inclut la T.V.A.

L'entrepreneur dispose d'un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande de paiement du sous-traitant, pour donner son accord ou notifier son refus à l'acheteur et au sous-traitant, sur le montant à payer. En cas d'accord, ou de silence conservé par le titulaire à l'issue de cette période de quinze jours, l'acheteur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu à l'article 3.7.

Le montant accepté sera intégré par l'entrepreneur co-traitant dans son projet de décompte le plus proche.

Si l'entrepreneur qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire, ce dernier doit également donner son accord sur les sommes à payer au sous-traitant.

### **3.6 Formes particulières de l'envoi des projets de décomptes**

En complément aux dispositions de l'article 11.8 du CCAG-FCS et par application du Décret n° 2019-748 du 18 juillet 2019 relatif à la facturation électronique dans la commande publique, les factures avec leurs PJ devront nécessairement être transmis à HAROPA PORT | Le Havre via le portail de facturation mutualisé « Chorus Portail Pro » mis à disposition gratuitement par l'Etat (informations disponibles sur : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>).

Dans ce cadre, les dépôts de factures sur ce portail devront spécifier les éléments d'information suivants :

- Mention obligatoire du numéro d'engagement juridique ;
- Code SIRET du GRAND PORT FLUVIO-MARITIME DE L'AXE SEINE - HAROPA PORT –DIRECTION TERRITORIALE DU HAVRE : 899 614 804 00024

L'utilisation du portail de facturation est exclusive de tout autre mode de transmission. Dès lors tout envoi parallèle ou supplémentaire en version papier sera systématiquement rejeté par HAROPA PORT | Le Havre après avoir informé l'émetteur de l'obligation de procéder via le portail.

### **3.7 Délai de paiement**

Le paiement interviendra dans un délai de trente (30) jours à compter de la réception par HAROPA PORT | Le Havre du décompte, de la facture ou du mémoire du titulaire. HAROPA PORT | Le Havre se libérera des sommes dues par lui en faisant porter le montant par virement bancaire au crédit du compte indiqué en annexe à l'acte d'engagement.

Le titulaire devra faire figurer sur chaque facture :

- La date et le numéro de la facture
- Le nom et l'adresse du prestataire et du client
- Le numéro du marché public,
- Le numéro de l'engagement juridique figurant sur le bon de commande,
- La date et le lieu de livraison

- Le ou les types de prestations exécutées,
- Le montant détaillé des prestations réalisées.

## **4 DUREE DU MARCHÉ PUBLIC - DELAI D'EXECUTION DUREE DU MARCHÉ PUBLIC**

### **4.1 Durée du marché public – Délai d'exécution**

#### **4.1.1 *Durée du marché public***

Les stipulations correspondantes sont fixées à l'article 4.1 de l'acte d'engagement.

#### **4.1.2 *Délais d'exécution***

Les stipulations correspondantes sont fixées à l'article 4.2 de l'acte d'engagement.

### **4.2 Prolongation du délai d'exécution**

Conformément à l'article 13.3 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire est dans l'impossibilité de respecter les délais d'exécution du fait du pouvoir adjudicateur ou du fait d'un événement ayant le caractère de force majeure, le pouvoir adjudicateur prolonge le délai d'exécution. Le délai ainsi prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire signale au pouvoir adjudicateur les causes faisant obstacle à l'exécution du marché dans le délai contractuel. Il dispose, à cet effet, d'un délai de quinze (15) jours à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues ou d'un délai courant jusqu'à la fin du marché, dans le cas où le marché arrive à échéance dans un délai inférieur à quinze (15) jours. Il indique, par la même demande, au pouvoir adjudicateur la durée de la prolongation demandée.

L'acheteur dispose d'un délai de quinze (15) jours, à compter de la date de réception de la demande du titulaire pour lui notifier sa décision, sous réserve que le marché n'arrive pas à son terme avant la fin de ce délai.

La demande de prolongation ne peut être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un ordre de réquisition.

Sous réserve que le marché n'ait pas lui-même pour objet de répondre à une situation d'urgence impérieuse résultant de situations imprévisibles, la demande de prolongation ne peut pas davantage être refusée, lorsque le retard est dû à l'intervention du prestataire, dans le cadre d'un marché passé en urgence impérieuse résultant de circonstances imprévisibles.

La durée d'exécution du marché est prolongée de la durée nécessaire à la réalisation des prestations réalisées sur réquisition ou pour les besoins du marché passé en urgence impérieuse.

Aucune demande de prolongation du délai d'exécution ne peut être présentée après l'expiration du délai contractuel d'exécution de la prestation.

#### **4.3 Pénalités pour retard - Primes d'avance**

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution fixé dans chaque bon de commande, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG-FCS.

#### **4.4 PENALITES**

##### **4.4.1 Pénalité pour retard**

Par dérogation aux articles 14.1.1 et 14.1.2 du CCAG-FCS, les pénalités pour retard commencent à courir, sans qu'il soit nécessaire de procéder à une mise en demeure, le lendemain du jour où le délai contractuel d'exécution fixé dans chaque bon de commande, sous réserve des stipulations des articles 13.3 et 21.5 du CCAG.

Cette pénalité est calculée par application de la formule suivante :

$$P = V * R / 200 ;$$

Dans laquelle :

P = le montant de la pénalité ;

V = la valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale au montant du bon de commande, hors variations de prix et hors du champ d'application de la TVA, de la partie des prestations en retard, ou de l'ensemble des prestations si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = le nombre de jours de retard.

Une fois le montant des pénalités déterminé, il est procédé à leur révision. Elles sont ensuite déduites du montant du marché révisé TTC.

##### **4.4.2 Retenue pour non-restitution de carte d'accès**

En cas de non-restitution par le titulaire, d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par le HAROPA PORT | Le Havre à l'issue de la décision de réception des prestations, une retenue égale trois cents euros (300 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire jusqu'à restitution de la/les carte(s) d'accès.

##### **4.4.3 Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, l'acheteur appliquera une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

#### **4.5 Défaut d'exécution des prestations**

##### ***4.5.1 Impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande***

Dans le cas où le titulaire se trouverait dans l'impossibilité de respecter les conditions précisées sur les bons de commande, le titulaire devra en informer immédiatement HAROPA PORT | Le Havre et avant le début du délai d'exécution, par tout moyen permettant d'en donner "date certaine" faute de quoi il est réputé avoir accepté ces conditions.

##### ***4.5.2 Substitution au titulaire***

Dans le cas mentionné au paragraphe 4.5.1, HAROPA PORT | Le Havre sera, de ce fait, dégagé de toute obligation vis-à-vis du titulaire pour le bon de commande correspondant et se réserve le droit de passer la commande auprès d'un tiers au présent marché public, sans mise en demeure préalable pour l'exécution des prestations de la commande en cause, sans que celui-ci puisse prétendre à une quelconque indemnité, notamment si le montant minimum du marché public n'est plus atteint.

Si le nombre cumulé desdites commandes, refusées par le titulaire et passées hors marché public, dépasse deux (2) commandes par an ou 40 000€ HTVA par an, HAROPA PORT | Le Havre pourra prononcer la résiliation du marché public aux torts du titulaire, sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG-FCS et pourra décider l'exécution de ces prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

Au-delà d'une (1) semaines de retard du fait du titulaire, HAROPA PORT | Le Havre se réserve le droit de se dégager de toute obligation vis-à-vis du bon de commande correspondant sans que le titulaire ne puisse prétendre à une quelconque indemnité. Cette décision sera notifiée au titulaire. Dans ce cadre, la pénalité de retard s'appliquera jusqu'à la date de notification au titulaire de la décision susmentionnée.

##### ***4.5.3 Prestations non conformes***

Dans le cas où HAROPA PORT | Le Havre, jugerait que les prestations ne sont pas exécutées conformément aux dispositions du marché public et après mise en demeure d'y remédier dans un délai de (15) quinze jours restée sans effet, HAROPA PORT | Le Havre procédera à la résiliation du marché public aux torts du titulaire, sans indemnité conformément aux stipulations de l'article 41 du CCAG-FCS et pourra décider l'exécution de ces prestations aux frais et risques du titulaire conformément à l'article 45 du CCAG-FCS.

## **5 CLAUSE DE FINANCEMENT ET DE SURETE**

### **5.1 Retenue de garantie**

Sans objet.

### **5.2 Avance**

Pour l'application de l'article 11.1 du CCAG-FCS, l'option B s'applique. Conformément aux dispositions de l'article R.2191-16 du Code de la commande publique, chaque commande dont le montant excédera 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à deux mois pourra donner lieu au versement d'une avance au titulaire, sauf s'il y renonce expressément dans l'acte d'engagement.

Le montant de l'avance est, en prix de base, égal à 5 % du montant du bon de commande toutes taxes comprises.

Ce montant n'est ni révisé, ni actualisé.

Le paiement de l'avance interviendra sans formalité dans le délai d'un mois compté à partir de la date à laquelle commence à courir le délai contractuel d'exécution du bon de commande.

Le remboursement de chaque avance s'effectuera par précompte, sur le règlement de la commande correspondante, dans les conditions prévues à l'article R.2191-19.1° du Code de la commande publique.

Lorsque le titulaire ou le sous-traitant est une petite ou moyenne entreprise au sens du code de la commande publique, le taux de l'avance mentionné à l'article R. 2191-10 est fixé à 30 %.

## **6 DROIT – LANGUE – FACTURATION DE LA TVA**

### **6.1 Droit**

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Le tribunal administratif du lieu de livraison de la prestation est seul compétent.

### **6.2 Langue**

Les correspondances relatives au marché sont rédigées impérativement en français.

### **6.3 Facturation de la TVA**

Si le(s) titulaire(s) est(sont) établis dans un autre pays de l'Union Européenne sans avoir d'établissement en France, il(s) facturera(ont) ses(leurs) prestations hors TVA et aura(ont) droit à ce que l'administration lui(leur) communique un numéro d'identification fiscale.

## **7 EXECUTION DES PRESTATIONS**

### **7.1 PERIMETRE DES PRESTATIONS**

Dans le cadre du marché, le titulaire devra produire les informations et documents suivants :

#### **1. Site internet dédié :**

HAROPA PORT devra disposer d'un accès via un site internet regroupant l'ensemble des services météorologiques pour HAROPA PORT | Le Havre et HAROPA PORT | Rouen.

Pour HAROPA PORT | Le Havre, le site devra proposer les services suivants :

- Bulletins côtiers, assistance Antifer, prévisions pour Le Havre, bulletins météorologiques spéciaux (BMS) et météo flash en cours de diffusion,



- Observations en temps réel (vent, vent maximal, température, pression atmosphérique, humidité, précipitations),
- Produits d'animation (imagerie radar et satellite),
- Cartes de visualisation des champs de pression en surface,
- Données climatologiques (bulletins de suivi quotidien et données spécifiques horaires),
- Consultation des archives (bulletins et observations).

Pour HAROPA PORT | Rouen, le site devra proposer les services suivants :

- Bulletins côtiers, BMS et météo flash en cours de diffusion,
- Observations en temps réel (vent, vent maximal, température, pression atmosphérique, humidité, précipitations),
- Cartes de visualisation des champs de pression en surface,
- Données climatologiques (bulletins de suivi quotidien et données spécifiques horaires),
- Consultation des archives (bulletins et observations).

## 2. Les points d'observations :

Les points d'observation incluent :

- **Pour Le Havre** : Octeville, Cap de la Hève, Saint-Gatien-des-Bois,
- **Pour Rouen** : Sainte-Adresse, Villerville, Honfleur, Tancarville, Vieux-Port, Caudebec-en-Caux, Le Mesnil-sous-Jumièges, Bardouville, Val-de-la-Haye, Canteleu :

Ces points regroupent à la fois :

- **Points observés** : Données issues des stations météorologiques de Météo France,
- **Points virtuels** : Données obtenues à partir des réseaux météorologiques et de la spatialisation des informations.

En complément, cinq nouveaux points d'observation seront ajoutés, notamment Bonneuil-sur-Marne, Gennevilliers, ainsi que trois autres points pour Le Havre (Port 2000, l'échangeur A29 et à environ des 5 milles au droit du port du Havre).

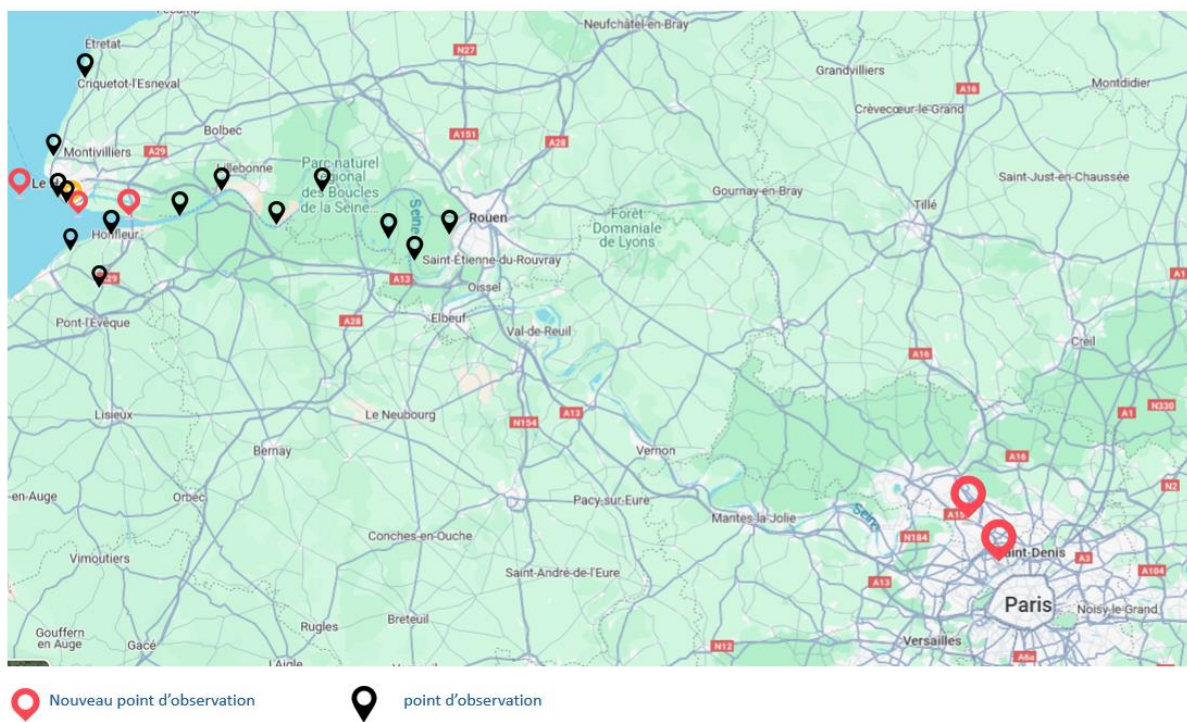


Figure : cartographie des points d'observation

### 3. Service de prévisions pour le port du Havre :

Envoi de bulletins de prévisions (sous forme de tableau) trois fois par jour (07h, 13h, 17h), avec des prévisions de J à J+3, sur une base bihoraire. Les bulletins devront inclure notamment :

- Vent (direction, vitesse, rafales en nœuds, échelle Beaufort),
- Nébulosité (en octas),
- Précipitations,
- Température de l'air et du point de rosée (°C),
- Temps sensible, pression atmosphérique, potentiel de neige,
- Houle (en mètres).

Ces prévisions pourront être étendues jusqu'à J+9, avec un pas de temps horaire pour J, tri-horaire pour J+2 et sexti-horaire au-delà.

#### **4. Service de prévisions pour le port de Rouen :**

Les prévisions seront disponibles sous forme cartographique ou sous forme de tableaux sur les 10 points, avec les données suivantes :

- Vent (direction, vitesse, rafales en nœuds, échelle Beaufort),
- Nébulosité (en octas),
- Précipitations,
- Température de l'air et du point de rosée (°C),
- Temps sensible, pression atmosphérique, potentiel de neige,
- Houle (en mètres),
- ...

Ces tableaux peuvent être seuillés jusqu'à J+9 sur les différents points d'observation et elles pourront également être visualisées jusqu'à J+9.

#### **5. Services de surveillance des paramètres météorologique impactant :**

- Surveillance en temps réel de l'activité électrique sur les zones d'Antifer et du Havre, avec alertes push,
- Bulletin de prévision des phénomènes dangereux (J2 à J7),
- Bulletins d'avertissement de dépassement de seuils prévus et/ou observés : vents (seuil à 30, 45 et 55 nœuds, orages, alertes foudre sur les sites du Havre et d'Antifer, phénomènes « chaussées glissantes » (neige, pluies verglaçantes, formation de glace au sol), faible visibilité (visibilité inférieure à 1000 mètres), gel (température inférieure à 0°).

#### **6. Service de cartographie de la situation météorologique observée et prévue :**

Fourniture d'une carte d'analyse de de prévision du champ de pression et du frontologie (analyse 0h, prévision h+12, h+24, h+36, h+48, h+72).

#### **7. Service d'archivage :**

Consultation l'archivage des données météorologiques, des alertes foudre et des bulletins d'alerte.

## 8. Bulletins spécifiques (assistance Antifer) :

Des bulletins spécifiques (tableaux et graphes) donneront à échéance de 72 heures les détails des conditions météorologiques et de mer sur le terminal pétrolier d'Antifer (chenal, zone d'évitage et appontements) :

- Tableau : Vent (vitesse et rafales en nœuds), houle H1/3 (en mètres), température (en degrés Celsius), nébulosité (en octas), visibilité (en mètres), précipitations (en millimètres),
- Graphe : Vent (vitesse et rafales en nœuds), houle H1/3 (en mètres) sur le chenal, la zone d'évitage et les appontements, période des vagues (en secondes).

Ces bulletins sont émis chaque jour ou à la demande.

Par ailleurs, des compléments téléphoniques pourront être fournis à HAROPA PORT | Le Havre par un analyste désigné par le titulaire comme stipulé au paragraphe 7 ci-après.

## 9. Bulletins d'avertissement de dépassement de seuils prévus et/ou observés :

Bulletins d'avertissement de dépassement de seuils prévus et/ou observés : vents (seuil à 30, 45 et 55 nœuds, orages, alertes foudre sur les sites du Havre et d'Antifer, phénomènes « chaussées glissantes » (neige, pluies verglaçantes, formation de glace au sol), faible visibilité (visibilité inférieure à 1000 mètres), gel (température inférieure à 0°).

## 10. Données climatologiques :

- Fréquence quotidienne : données horaires de pression, vent, températures et précipitations au cap de la Hève (Station, date, heure TU+1, pression mer (hPa), vent moyen : direction (degrés) et force (m/s), rafale avec une direction (degrés) et force (m/s), température (degrés Celsius), précipitations (mm), durée des précipitations (minutes),
- Fréquence mensuelle : quantité de précipitations quotidiennes (millimètres et dixièmes), températures minimale et maximale quotidiennes (degrés Celsius et dixièmes), température moyenne quotidienne (TN+TX)/2 (degrés Celsius et dixièmes), force du vent instantané maximal quotidien (km/h et dixièmes), direction du vent instantané maximal quotidien (rose de 360°), heure du vent instantané maximal quotidien (heure UTC), durée de l'humidité relative quotidienne  $\geq 80$  % (heure), degrés-Jour Unifié (DJU) avec un seuil 18°C (degrés Celsius et dixièmes).

## 11. Service d'imagerie :

Fourniture d'images radar et satellite, avec superposition et animations pour visualiser les masses nuageuses et précipitations.

## **12. Bulletins côtiers :**

Pour la bande côtière des 20 milles nautiques comprise entre le Cap de la Hague et la baie de Somme (Zone Antifer), chaque jour à 07 h – 13 h et 17 h légales.

## **13. Bulletins météorologiques spéciaux (BMS) :**

Emission de bulletins météorologiques spéciaux dans le cas de situations météorologiques particulières dans la bande côtière des 20 milles nautiques comprise entre le Cap de la Hague et la baie de Somme.

## **14. Bulletins Large :**

Emission de bulletins larges à 3 jours pour les zones larges de la Manche.

## **15. Service d'un analyste météo :**

Accessible de 8h à 18h, 7j/7, l'analyste météo fournira des briefings sur les situations météorologiques majeures et des retours d'expérience sur des événements passés.

L'analyste météo ainsi que son remplacement devront parler français.

Le titulaire précisera à l'article 1.2 de l'Acte d'Engagement, leurs noms ainsi qu'une adresse courriel et un numéro de téléphone.

## **16. Mise à disposition des données**

Fourniture des données prévues et observées sur les 15 points d'observations.

Le format, les données et la fréquence des échanges de données seront fixés de manière bilatérale lors du démarrage du projet sachant que HAROPA PORT | Le Havre privilégie les échanges API.

### **7.2 Modalités de transmission des informations**

L'ensemble des informations et documents stipulés à l'article 7.1 ci-dessus devra être transmis au service de la Capitainerie selon la procédure suivante :

- Envoi de courriels à l'adresse du serveur météo de HAROPA PORT | Le Havre,

Ces informations seront données dès la notification du marché.

### **7.3 Assistance technique**

L'assistance technique consistera en une assistance technique en ligne (hot line) par mail et par téléphone pour des diagnostics en cas de panne et des dépannages à distance. Pour ce faire, le titulaire précisera à l'article 1.2 de l'Acte d'Engagement, une adresse courriel et un numéro de téléphone.

Les interlocuteurs de l'assistance technique devront parler français.

### **7.4 MODALITES D'EXECUTION**

Pour chaque commande, les prestations seront effectuées, selon les règles de l'art, par le titulaire sur la base d'un accord avec HAROPA PORT | Le Havre sur la nature des prestations, leur chiffrage et le délai de réalisation.

Demande d'une prestation :

HAROPA PORT | Le Havre adressera par courriel aux contacts fournis par le titulaire, à la notification du marché, la demande d'intervention. Celle-ci comprendra notamment la nature des prestations attendues.

Après réception d'une demande de HAROPA PORT | Le Havre, le titulaire procédera dans un délai de 5 jours ouvrés à :

- L'analyse en termes de charge induite (laquelle charge est décomposée en jour d'assistance par le titulaire) ;
- L'établissement d'un devis dans lequel seront précisés le planning prévisionnel de réalisation des prestations, les entretiens nécessaires avec les acteurs de HAROPA PORT, les documents qui seront établis par le titulaire, le coût (profil de l'intervenant et jours de prestations dans les locaux de HAROPA PORT | Le Havre ou à distance)
- La transmission du devis à HAROPA PORT | Le Havre pour validation.

Chaque devis sera validé par HAROPA PORT | Le Havre en commun accord avec le titulaire dans un délai de 15 jours ouvrés. A l'issue de cette validation, HAROPA PORT | Le Havre émettra un bon de commande conformément à l'article 1.4.3 du CCP.

### **7.5 DOCUMENTS ET PRODUITS FOURNIS PAR HAROPA PORT AU TITULAIRE**

Dans le cadre de la prestation, HAROPA PORT | Le Havre fournira l'ensemble des documents techniques et fonctionnels en sa possession, nécessaires au bon fonctionnement des prestations et produits au titulaire dans le mois suivant la notification du marché public

Lors de la remise des documents, l'accusé de réception fourni par HAROPA PORT | Le Havre lui sera retourné, daté et signé par le titulaire.

## **8 CONSTATATION DE L'EXÉCUTION DES PRESTATIONS**

### **8.1 Opérations de vérifications**

Les opérations de vérification se feront conformément à l'article 27 du CCAG-FCS.

### **8.2 Déroulement des opérations de vérification**

Le déroulement des opérations de vérification se feront conformément à l'article 28 du CCAG-FCS.

Les opérations de vérifications qualitatives se tiendront à l'issue de l'installation et de la mise en service.

Lors des opérations de vérifications qualitatives, il devra être constaté que les prestations du présent marché public ont été totalement et correctement réalisées.

Ces vérifications feront l'objet d'un procès-verbal contresigné conjointement par le titulaire et le représentant de la Personne Publique.

En cas de vérification qualitative négative, exécutée dans les conditions ci-dessus, le titulaire devra assurer à ses frais le remplacement des fournitures rejetées. Ce remplacement ainsi que les opérations de transport en retour, de la nouvelle livraison et de son installation seront effectués par le titulaire et à ses frais.

### **8.3 Décisions après vérification**

Les décisions après vérification seront prises conformément à l'article 29 du CCAG-FCS.

### **8.4 Admission, ajournement, réfaction et rejet**

Les dispositions applicables concernant l'admission, l'ajournement, la réfaction ou le rejet sont celles de l'article 30 du CCAG-FCS.

Par dérogation à l'article 30.4.3 du CCAG-FCS, le titulaire dispose d'un délai de cinq (5) jours ouvrés à compter de la notification de la décision de rejet pour enlever les prestations rejetées.

Les coûts inhérents à la reprise de la fourniture à HAROPA PORT | Le Havre seront à la charge du titulaire y compris les coûts liés au transport.

## **9 ATTESTATION D'ASSURANCE ET RESPONSABILITE CIVILE**

### **9.1 Responsabilité**

Le titulaire du marché, sera responsable, peu important la nature et l'étendue des garanties d'assurance souscrites, des dommages de toute nature qu'il aura causés et garantira le Grand port fluvio-maritime de l'axe Seine – HAROPA PORT | Le Havre (HAROPA PORT | Le Havre) contre les dommages de toute nature qui seraient causés par ses co-traitants et / ou sous-traitants, que ces dommages soient corporels, matériels et / ou immatériels consécutifs ou non consécutifs, directs ou indirects, envers HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, et les tiers, résultant de l'exécution du présent marché public.



## 9.2 Assurances

Le candidat certifie qu'il est titulaire de polices d'assurances, souscrites auprès de Compagnie d'assurances notoirement solvables pour les risques et responsabilités encourus au titre du présent marché public et s'engage à le rester pendant toute la durée du présent marché public.

Il devra avoir fourni, à l'appui de son offre, les attestations d'assurance sur lesquelles, il sera expressément précisé qu'elles couvrent les conséquences de sa responsabilité encourue au titre du présent marché public, tant à l'égard de HAROPA PORT | Le Havre, pris en ses personnels et installations, qu'envers les tiers.

Dans l'hypothèse où le candidat serait un groupement de personnes morales et/ou physiques, le mandataire ou interlocuteur privilégié identifié fournira à l'appui de l'offre, des attestations d'assurances sur lesquelles il sera expressément précisé qu'elles couvrent le groupement et/ou ses membres des conséquences de leurs responsabilités encourues au titre du présent marché public.

En tout état de cause, le candidat, le mandataire ou l'interlocuteur privilégié identifié devra s'assurer que les éventuels co-traitants et sous-traitants bénéficient d'une couverture assurantielle suffisante pour les prestations qu'ils auront à réaliser.

Les attestations d'assurance susmentionnées devront faire apparaître les garanties et capitaux minimums suivants, étant entendu que ces garanties et capitaux ne constituent nullement une limitation de responsabilité du Titulaire que ce soit dans son étendue ou son montant :

- Responsabilité civile pendant prestations :

- Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : un (1) million d'euros par sinistre ;
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : cinq cent (500) mille euros par sinistre.

- Responsabilité civile après prestations :

- Dommages corporels, matériels, et immatériels consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : un (1) million d'euros par an ;
- Dommages immatériels non consécutifs à un dommage corporel et/ou matériel garanti : cinq cent (500) mille euros par an.

Si le candidat ou son mandataire, n'a pas remis à l'appui de leur offre les attestations d'assurance susmentionnée, il devra remettre cette attestation dans le délai de quinze (15) jours calendaires à compter de la date de réception de la notification du marché public et avant tout commencement d'exécution.

Dans le cas où le titulaire, ne remettrait pas à HAROPA PORT | Le Havre les attestations d'assurance dans ce délai, une pénalité de cent (100) euros par jour de retard leur serait appliquée.

Dans le cas où les garanties/capitaux seraient insuffisants, le titulaire disposera d'un délai de sept (7) jours calendaires à compter de la réception de la demande de HAROPA PORT | Le Havre, pour fournir une attestation contenant les garanties/capitaux demandés, au-delà une pénalité de cent (100) euros par jour de retard lui sera appliquée.



En cas d'insuffisance des garanties de ses assurances propres, le titulaire pourra souscrire une adhésion au contrat d'assurance responsabilité civile des intervenants extérieurs, auprès de l'assureur de HAROPA PORT | Le Havre. Les garanties ainsi souscrites interviendront après épuisement des garanties du contrat responsabilité civile de l'intervenant dans la limite de 8.000.000 € pour les dommages corporels, matériels et immatériels consécutifs, de 2.000.000 € pour les dommages immatériels non consécutifs et de 1.524.490 € pour les dommages résultant de la pollution accidentelle. Le titulaire pourra obtenir tous renseignements auprès du Service affaires juridiques et assurances de HAROPA PORT | Le Havre.

Le candidat s'engage à maintenir les assurances demandées au présent article et, a minima, les montants de garantie acceptés, pendant toute la durée de ce marché public.

## **10 POLITIQUE SURETE DE HAROPA PORT | LE HAVRE**

### **10.1 Objectifs de la politique sureté**

La politique sûreté de HAROPA PORT | Le Havre a pour objectif la protection de ses personnels, de ses installations, de son patrimoine technique et de ses systèmes d'information contre toute menace matérielle ou immatérielle malveillante visant à porter atteinte à la Direction Territoriale du Havre ou à l'accomplissement de ses missions.

Dans ce cadre, HAROPA PORT | Le Havre développe une culture sûreté auprès de ses personnels par le biais de formations, sensibilisations ou entraînements et développe l'adaptation de son organisation et de ses méthodes aux menaces et risques identifiés.

Par ailleurs, HAROPA PORT | Le Havre développe un contrôle des modes d'action visant à protéger ses flux d'information ainsi qu'une évaluation permanente des menaces susceptibles d'avoir un impact sur le niveau de sûreté de ses personnels ou de ses partenaires.

Le contenu de cette politique sûreté est défini à l'article 10.2 ci-dessous.

Ayant pris connaissance de ces dispositions, le titulaire s'engage à sensibiliser ses agents aux impératifs de sûreté et respecter les contraintes réglementaires et les procédures en vigueur en termes de sûreté, notamment au travers des ressources déployées sur les sites de HAROPA PORT | Le Havre.

Par ailleurs, le titulaire s'engage à préserver les informations et données dont il peut avoir connaissance et à signaler à la Direction Territoriale du Havre tout fait susceptible de porter atteinte à la sûreté de ses sites ou infrastructures.

### **10.2 Contenu de la politique sureté**

La politique sûreté se décline en cohérence avec la politique d'entreprise globale et vise à garantir un niveau d'efficacité répondant aux attentes de nos clients et partenaires. Le développement des activités portuaires repose en partie sur notre capacité à maîtriser les risques.

Certifiée ISO 28000 depuis 2010, la Direction territoriale du Havre s'engage, en collaboration avec toutes les parties prenantes publiques et privées, à poursuivre sa démarche en matière de sûreté.

Dans le respect de ses missions, HAROPA PORT | Le Havre s'engage à :

- Mettre en œuvre les réglementations en matière de sûreté applicables à nos métiers,

- Participer à la stratégie commerciale et domaniale en créant des espaces sûrs et en sécurisant l'ensemble de la chaîne logistique,
- Contribuer à la lutte contre les trafics illicites,
- Poursuivre nos actions de sécurisation du passage de la marchandise en cohérence avec les risques,
- Poursuivre la démarche cybersécurité afin de garantir la sécurité de nos données, de celles auxquelles nous avons accès sur l'axe Seine et sécuriser les flux d'information,
- Conforter le développement de la culture sûreté au sein de l'entreprise et partager nos pratiques avec l'ensemble des acteurs de la place portuaire.

Le titulaire s'engage à conserver, de la façon la plus stricte, la discrétion la plus absolue sur l'ensemble des renseignements qu'il peut recueillir à l'occasion de l'exécution du présent marché public. Cette obligation de discrétion demeure même après la fin du présent marché public, qu'elle qu'en soit la cause.

Le titulaire doit garantir la sûreté de ses intervenants et de ses sous-traitants éventuels ainsi que des équipements et matériels déployés sur site.

Une demande d'enquête administrative peut être transmise par HAROPA PORT | LE HAVRE aux autorités compétentes dans le cadre du présent marché public. Cette enquête est destinée à s'assurer que la situation administrative concernant les intervenants de l'entreprise est compatible avec l'accès envisagé. HAROPA PORT | Le Havre en informe alors les intervenants concernés par écrit.

Le titulaire s'engage à transmettre l'identité des intervenants et assure l'enregistrement et le suivi des informations suivantes pour chaque intervention :

- Date de l'intervention,
- Horaire de l'intervention,
- Nature de l'intervention.

Le titulaire doit fournir au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations, au plus tard 72 heures avant l'intervention, une copie (recto/verso) d'un document, en cours de validité, justifiant de l'identité de chaque intervenant (carte nationale d'identité ou passeport ou titre de séjour).

Le titulaire doit immédiatement signaler au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations tout mouvement de personnels et sous-traitants employés dans le cadre du présent marché public.

Si dans le cadre du marché public des cartes d'accès sont attribuées individuellement, elles ne peuvent faire l'objet d'aucun prêt ni cession. L'utilisateur sera le seul responsable. Tout manquement entraînera des sanctions.

De même, la perte ou la défectuosité d'une carte d'accès doit être impérativement signalée au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations pour invalidation et/ou renouvellement.

A la fin des prestations, l'ensemble des cartes d'accès doit être impérativement restitué au représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations.

En cas de non-restitution par le titulaire d'une ou plusieurs cartes d'accès délivrées par HAROPA PORT | Le Havre à l'issue de la décision de réception des prestations, une pénalité égale à cent cinquante euros (150 €) par carte non restituée sera opérée sur les sommes dues au titulaire. En cas de perte, une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) sera appliquée au titulaire.

En cas de non-respect des mesures de sûreté, le titulaire est mis en demeure d'apporter, sans délai, les actions correctives conformes aux exigences de HAROPA PORT | Le Havre sans qu'il puisse prétendre à indemnité ou prolongation de son délai d'exécution.

En cas de non-respect des mesures de sûreté et sur simple constatation par HAROPA PORT | Le Havre le titulaire subira une pénalité forfaitaire de cent cinquante euros (150 €) par jour calendaire jusqu'à la mise en œuvre des moyens nécessaires permettant le respect desdites règles.

HAROPA PORT | Le Havre attire l'attention du titulaire sur les évolutions possibles des obligations réglementaires liées à la sûreté : niveau de sûreté ISPS et niveau de vigilance Vigipirate. A titre d'exemple, selon l'état de la menace et les directives étatiques, HAROPA PORT | LE Havre se réserve le droit de restreindre, voire interdire, les accès et les activités sur certaines zones. Pour ces raisons de sûreté, les prestations peuvent donc être suspendues sans que la responsabilité du titulaire ne puisse être engagée.

### **10.3 Exigences de sûreté au titre du présent marché public**

#### **Clause de confidentialité**

Le titulaire se reconnaît tenu au secret professionnel et à l'obligation de discrétion pour tout ce qui concerne les faits, informations, documents, études et décisions dont il aurait connaissance au cours de l'exécution du marché.

Il s'interdit notamment toute communication écrite ou verbale sur ces sujets et toute remise de documents à des tiers sans l'accord préalable de HAROPA PORT | Le Havre.

L'ensemble des informations, études et résultats qui résultent de l'exécution du marché sont la propriété de la personne publique. Le titulaire ne pourra en communiquer la teneur à un tiers sans accord exprès de la personne publique.

Un accord de confidentialité et de non-divulgence sera établi entre le titulaire et HAROPA PORT | Le Havre.

#### **Echange de documents**

Le titulaire s'engage à n'échanger des documents avec le responsable du marché public qu'au moyen de la messagerie électronique professionnelle. Si les documents devaient être trop volumineux au point qu'une plateforme de transfert de documents soit nécessaire, il s'engage à utiliser uniquement un conteneur chiffré au moyen de la solution "Zed!", seule et unique solution de chiffrement autorisée par l'ANSSI. Dans ce cas, la clé de chiffrement est échangée uniquement par un moyen autre que la messagerie électronique.

#### **Mesures de sûreté**

En cas de modification impactant les mesures de sûreté mises en place sur le site d'intervention, le titulaire doit en faire préalablement la demande auprès du représentant de HAROPA PORT | Le Havre chargé du suivi des prestations, qui transmettra au Pôle Sûreté et Continuité d'Activité (SCA) pour validation.

Au cours de l'exécution des prestations, le Pôle SCA pourra réaliser des visites de sûreté afin de vérifier le respect des dispositions relatives à la politique de sûreté de HAROPA PORT | LE HAVRE et, notamment, la mise en place des mesures préalablement définies avec le titulaire.

#### Intervention sur site

L'accès à certains sites concernés par le présent marché public nécessite des autorisations individuelles délivrées par HAROPA PORT | Le Havre et/ou un opérateur pour les terminaux sous ISPS.

#### Intervention salle serveurs

En cas d'intervention en salle serveurs, le personnel du titulaire devra être accompagné par un représentant de HAROPA PORT | Le Havre.

En complément aux articles 36 et B28 du C.C.A.G. T.I.C., les dispositions suivantes sont applicables au présent accord-cadre.

### **11 BILAN DES EMISSIONS DE GAZ A EFFET DE SERRE**

Le titulaire devra fournir au terme de l'exécution du marché, le bilan des émissions de Gaz à Effet de Serre (GES) lié à la réalisation de la prestation pour le compte de HAROPA PORT | Le Havre, sur le modèle du tableau réglementaire ADEME (établi en différents scopes et selon la base carbone).

Ce bilan devra permettre à HAROPA PORT | Le Havre de connaître les émissions de GES produites par le prestataire et ses éventuels sous-traitants pour la réalisation de la prestation.

Le bilan des émissions de GES devra préciser les actions mises en œuvre pour la réduction de ces émissions.

Le titulaire devra fournir à HAROPA PORT | Le Havre les éléments lui permettant de vérifier le calcul des émissions de GES sous forme de tableau dématérialisé.

### **12 RESPECT DU REGLEMENT GENERAL SUR LA PROTECTION DES DONNEES ET DE LA LOI INFORMATIQUE ET LIBERTES MODIFIEE**

Chaque partie au marché est tenue au respect des exigences du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 (dit « RGPD ») et à la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée (dite « Loi Informatique & Libertés ») relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à présenter des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à garantir la protection et l'exercice des droits des personnes concernées.

Le titulaire communique à HAROPA PORT l'identité et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

Pour HAROPA PORT, le délégué à la protection des données peut être contacté à l'adresse courriel : [dpo@haropaport.com](mailto:dpo@haropaport.com)

HAROPA PORT s'engage à traiter les données personnelles fournies exclusivement dans le cadre des finalités nécessaires à la passation et à l'exécution des prestations objet du présent marché public. Ces données seront conservées pendant une durée maximum de 5 ans à l'issue de l'exécution des prestations.

### **13 RESPECT DES PRINCIPES DE LAÏCITE ET DE NEUTRALITE**

#### **13.1 Le présent contrat confie à son titulaire l'exécution de tout ou partie d'un service public.**

Par conséquent, conformément à la loi n° 2021-1109 du 24 août 2021 confortant le respect des principes de la République, le titulaire doit prendre les mesures nécessaires permettant :

- D'assurer l'égalité des usagers vis-à-vis du service public ;
- De respecter les principes de laïcité et de neutralité dans le cadre de l'exécution de ce service.

Lorsqu'ils participent à l'exécution du service public objet du présent contrat, le titulaire veille à ce que ses salariés ou toutes autres personnes sur lesquelles il exerce une autorité hiérarchique ou un pouvoir de direction :

- S'abstiennent de manifester leurs opinions politiques ou religieuses ;
- Traitent de façon égale toutes les personnes, en particulier les usagers du service ;
- Respectent la liberté de conscience et la dignité de ces personnes.

Le titulaire communique à l'acheteur les mesures qu'il met en œuvre afin :

- D'informer les personnes susvisées de leurs obligations ;
- De remédier aux éventuels manquements.

#### **13.2 Obligations du titulaire**

Le titulaire veille également à ce que les personnes auxquelles il confie une partie de l'exécution du service objet du présent contrat respectent les obligations susmentionnées.

Il s'assure que les contrats de sous-traitance ou de sous-concession conclus à ce titre comportent des clauses rappelant ces obligations à la charge de ses cocontractants.

Le titulaire communique à l'acheteur chacun des contrats de sous-traitance ou de sous-concession ayant pour effet de faire participer le sous-traitant ou le sous-concessionnaire à l'exécution du service public. Ces contrats sont transmis à l'acheteur en même temps que la demande d'acceptation du sous-traitant ou du sous-concessionnaire, sous peine de refus du sous-traitant ou du sous-concessionnaire.

### **13.3 Obligations d'information**

Le titulaire informe les usagers du service public des modalités leur permettant de lui signaler rapidement et directement tout manquement aux principes d'égalité, de laïcité et de neutralité qu'ils constatent. Cette information mentionne également les coordonnées suivantes : [Nom et coordonnées du service référent de l'acheteur ou de l'autorité concédante]

Il informe sans délai l'acheteur ou l'autorité concédante des manquements dont il a connaissance, ainsi que des mesures qu'il a prises ou entend mettre en œuvre afin d'y remédier.

Lorsqu'elles ont méconnu les principes d'égalité, de laïcité ou de neutralité, l'acheteur peut exiger que les personnes affectées à l'exécution du service public soient mises à l'écart de tout contact avec les usagers du service. Le titulaire veille à ce que cette prérogative lui soit reconnue par les clauses des contrats de sous-traitance ou de sous-concession concernés.

### **13.4 Mesures coercitives**

Lorsque le titulaire méconnaît les obligations susvisées, l'acheteur ou l'autorité concédante le met en demeure d'y remédier dans le délai qu'il lui prescrit.

Si la mise en demeure s'avère infructueuse, l'acheteur ou l'autorité concédante se réserve la faculté :

- Soit de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques ;
- Soit d'appliquer au titulaire une pénalité forfaitaire de 50 euros par jour, puis, en cas de manquement persistant, de prononcer la résiliation du présent contrat pour faute du titulaire, le cas échéant, à ses frais et risques.

## **14 CLAUSES DE RÉEXAMEN**

En complément de l'article 25 du CCAG-FCS, le contrat intègre des clauses de réexamen qui pourront être mises en œuvre à la demande de l'une ou l'autre des parties dans les hypothèses suivantes :

1. **En cas de modification de l'environnement économique portant atteinte de façon substantielle à l'économie générale du marché ou à son équilibre financier malgré les modalités d'adaptation prévues au contrat** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir par voie d'avenant, un nouvel indice représentatif et/ou de modifier la part d'un indice au sein de la formule de révision des prix, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, ou encore de redéfinir la périodicité d'application de cette formule, le cas échéant. A défaut, les parties pourraient convenir également de se concerter afin le cas échéant, d'intégrer par voie d'avenant, ce type d'augmentation sur production, par le titulaire du marché, de l'ensemble des justificatifs nécessaires à son appréciation par HAROPA PORT | Le Havre. Toute modification éventuelle des prix du marché, par voie d'avenant, s'entend pour une durée limitée à la période de déséquilibre financier du marché dûment justifié. Au-delà de ce délai, les prix de l'offre initiale s'appliqueront de nouveau. Dans tous les cas, ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant. En tout état de cause :
- Aucune augmentation de prix ne peut être imposée unilatéralement par le Titulaire : les prix contractuels du marché demeurent en vigueur tant qu'aucun accord n'est intervenu entre les parties ;
  - Le Titulaire ne peut refuser de réaliser la prestation au motif que les prix n'ont pas été modifiés.

2. **Application du coefficient de révision des prix aboutissant à une révision supérieure à 15 % par rapport aux valeurs initiales** : dans cette hypothèse, les parties pourraient alors se concerter afin de choisir un nouvel indice représentatif et/ou d'en modifier la part au sein de la formule de révision, voire de réajuster ou supprimer la part fixe, le cas échéant. Cette possibilité pourra également être sollicitée dans le cadre des innovations/améliorations indiquées au 4) ci-après. Ces dispositions ne font pas obstacle à l'application des clauses de butoir et/ou de sauvegarde prévues au marché, le cas échéant.
3. **Reconduction anticipée du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint le montant maximum prévu par le marché avant le terme de la période contractuellement déterminée, le contrat pourra alors faire l'objet d'une reconduction anticipée, sans que cette décision ne modifie la durée totale prévue au CCP. L'acheteur informe alors le titulaire de la survenance de cette reconduction qui fera alors l'objet d'une décision fixant le point de départ et l'échéance de cette période de reconduction.
4. **Modulation du montant maximum du marché** : dans le cas où le montant des prestations exécutées atteint, avant son terme, le montant maximum de la période en cours de validité, ce montant pourra être augmenté, par compensation, dans les limites du montant maximum toutes périodes confondues et des sommes déjà engagées. Le cas échéant, l'acheteur informera le titulaire de la survenance de cette modulation qui fera alors l'objet d'une décision fixant le nouveau montant maximum de la période en cours d'exécution et celui/ceux des périodes suivantes. Le titulaire ne pourra pas se prévaloir de l'augmentation du montant maximum sur la période de validité de l'accord-cadre pour obtenir une indemnisation d'un préjudice éventuel.
5. **Améliorations/innovations environnementales** : Si en cours de marché des innovations ou des améliorations venaient à être proposées en matière environnementale (notamment carburants, changement dans la méthodologie d'exécution des prestations susceptibles de diminuer l'empreinte carbone globale), les parties pourraient là aussi se réunir afin d'en étudier les conséquences technico-financières dans le but de les intégrer à un avenant.

La partie sollicitant la mise en œuvre de l'une des clauses de réexamen visée au présent CCP adresse sa demande par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel. Elle joint à celle-ci l'ensemble des documents justificatifs nécessaires à l'examen des conditions d'application de la clause.

Après accord des parties sur les modifications à apporter aux prestations et leurs modalités d'intégration, la décision finale sera formalisée par l'acheteur.

## **15 REGLEMENT DES DIFFERENDS ENTRE LES PARTIES**

### **15.1 Obligation d'alerte préalable**

A peine de forclusion concernant la possibilité de présenter une demande de rémunération complémentaire ou de prolongation de délai à raison des faits qui se sont produits pendant la période écoulée, le titulaire devra adresser au maître d'œuvre, avec copie à la personne publique à chacune des dates (n) définies ci-dessous, majorée d'un (1) mois, un rapport retraçant les faits de toute nature qui se sont produits entre la dernière date (n-1) et la date (n) considérée et qu'il estime susceptibles de justifier une rémunération complémentaire par rapport aux prix contractuellement convenus et/ou une prolongation de délai.



Ce rapport devra clairement identifier les faits générateurs, les justifier par la production des documents correspondants et fournir toutes précisions et justifications quant à leurs conséquences, sur le plan contractuel, technique et financier. Ces rapports devront être complets, finalisés, concis et précis, intelligibles et dénués d'ambiguïtés, de difficultés d'interprétation. La rédaction des rapports doit éclairer avec suffisamment de fiabilité et de précision sur les conséquences notamment financières des faits invoqués.

La personne publique accorde une importance toute particulière à la qualité des rapports d'alerte préalable et se réserve la possibilité de rejeter le rapport du fait de sa remise tardive, du caractère incomplet de celui-ci ou d'un niveau de qualité insuffisant. En cas de rejet, le rapport est considéré comme non remis et la forclusion est acquise.

L'absence d'observations formulées par la personne publique ne constitue pas une acceptation tacite ou de fait. L'envoi d'un rapport à la personne publique n'entraîne pas une obligation de réponse de ce dernier. Une réunion de présentation et d'éventuelles discussions à propos de ce rapport pourra être organisée au gré de la personne en charge du suivi des prestations ou de la personne publique.

Les dates retenues sont : tous les trois (3) mois à partir de la notification du marché. La fréquence ne pourra pas dépasser quatre rapports par an. Le non-respect de cette dernière disposition entraînera le rejet du rapport.

#### **15.2 Mémoire en réclamation**

Pour l'application de l'article 46.1 du CCAG-FCS, il est précisé que tout différend soulevé par l'Entrepreneur avant la procédure de clôture des comptes des *articles 11.7 et suivants du CCAG- TIC*, constitue nécessairement un différend avec la personne en charge du suivi des prestations de sorte que tout mémoire de réclamation de l'Entrepreneur présenté pour la première fois et en dehors de la procédure de l'article 11.7 du CCAG- FCS, est réputé correspondre à celui de l'article 46.2 du CCAG-FCS, quel que soit son destinataire.

Par dérogation à l'article 46.3 du CCAG-FCS, la personne publique notifie au titulaire sa décision dans un délai de trois (3) mois à compter de la date de réception du mémoire en réclamation.

L'absence de notification d'une décision dans ces délais équivaut à un rejet de la demande du titulaire.

En complément à l'article 46.4 du CCAG-FCS, si l'entrepreneur ne donne pas son accord à la décision ainsi prise, les modalités fixées par la décision de la personne publique sont appliquées à titre de règlement provisoire du différend, le règlement définitif relevant des procédures décrites à ce même article.

#### **15.3 Procédure contentieuse**

Par dérogation à l'article 46.5 du CCAG-FCS, lorsque le titulaire n'accepte pas la proposition de la personne publique ou le rejet implicite de sa demande, le titulaire dispose d'un délai d'un (1) mois, à compter de la notification de la décision prise par l'acheteur ou de la naissance de la décision implicite de rejet, pour porter ses réclamations devant le tribunal administratif compétent. Passé ce délai, le titulaire est réputé avoir accepté cette décision.

### **16 RÉSILIATION POUR MOTIF D'INTÉRÊT GÉNÉRAL**

Par dérogation à l'article 42 du CCAG-FCS, lorsque la personne publique résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 1 %.



## 17 ATTESTATION RELATIVE A L'EMPLOI DE SALARIES DE NATIONALITE ETRANGERE HORS U.E.

Le titulaire devra remettre une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel, pour l'exécution des travaux faisant l'objet du présent marché, à des salariés de nationalité étrangère, à l'exception des salariés de la Communauté Européenne et, dans l'affirmative, certifier que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

A défaut de remise de cette attestation, la signature par l'Entrepreneur du présent CCP vaudra attestation.

## 18 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Par dérogation à l'article 1.2 du CCAG applicable au présent marché public, le dernier article du CCP ne liste pas les articles dérogatoires au CCAG.

**A, le**

## L'entrepreneur